

**Union européenne - Partenariat  
oriental - Principaux résultats de la  
réunion ministérielle - Communiqué  
de presse du conseil de l'Union  
européenne**

(Bruxelles, 19 juin 2017)

La haute représentante Federica Mogherini a présidé la réunion ministérielle annuelle du Partenariat oriental avec la participation de Johannes Hahn, membre de la Commission. Cette réunion a rassemblé les ministres des affaires étrangères de l'UE et leurs homologues des six pays du Partenariat oriental (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, République de Moldavie et Ukraine) pour préparer le sommet du Partenariat oriental qui se tiendra en novembre 2017 à Bruxelles.

Les ministres ont rappelé les principales réalisations du Partenariat depuis le dernier sommet, qui a eu lieu à Riga en 2015, en se concentrant sur les avantages concrets qu'ont retirés les citoyens des six pays partenaires.

Les ministres ont confirmé que lors du sommet qui doit se tenir prochainement, de nouvelles orientations devraient également être fournies en vue de renforcer la coopération dans les quatre domaines d'action prioritaires convenus à Riga, à savoir :

- <ul>- <li>une gouvernance plus forte, afin de renforcer les institutions et la bonne gouvernance ;</li>
- <li>une société plus forte, afin de renforcer la mobilité et les contacts entre les personnes ;</li>
- <li>une économie plus forte, afin de stimuler le développement économique et de tirer parti des possibilités qu'offrent les marchés pour une prospérité accrue ;</li>
- <li>une connectivité plus forte, permettant une amélioration des interconnexions, notamment dans les secteurs des transports et de l'énergie.</li>

À cette fin, Mme Mogherini, haute représentante, et M. Hahn, membre de la Commission, ont présenté aux ministres un document de travail, élaboré conjointement par le SEAE et la Commission européenne intitulé: «Partenariat oriental - Mettre l'accent sur les priorités et résultats clés» («Eastern Partnership - Focusing on key priorities and deliverables»). Ce document qui recense 20 objectifs à l'horizon 2020 dans les quatre domaines a été présenté pour la première fois en décembre 2016 et a été révisé ce mois-ci sur la base des contributions des États membres de l'UE et des pays du Partenariat oriental. Il expose, en termes concrets, les résultats tangibles attendus de la coopération et devrait faire fonction de programme de travail commun, pour le sommet et pour 2020.

Les ministres ont également discuté d'une structure multilatérale du Partenariat oriental plus

efficace et efficiente, l'objectif étant de la mettre davantage en adéquation avec les quatre domaines d'action en vue de l'adopter lors du prochain sommet.

Une nouvelle identité visuelle pour le Partenariat, visant à mieux mettre en valeur son approche plus structurée s'appuyant sur les quatre domaines prioritaires et les 20 objectifs, sera lancée cette semaine, les 22 et 23 juin, lors du 3e forum de la jeunesse du Partenariat oriental à Varsovie.

## Contexte au niveau de l'UE

Lors de la session du conseil des affaires étrangères du 15 mai 2017, les ministres de l'UE ont procédé à un échange de vues sur le Partenariat oriental. Ils ont rappelé l'importance capitale que revêt le Partenariat oriental pour l'Union européenne, soulignant leur unité dans le soutien sur mesure apporté à la région et à chaque pays du Partenariat oriental. Ils ont également insisté sur leur détermination à obtenir des résultats concrets au profit des citoyens, tant dans l'UE que dans les pays du Partenariat oriental.

À cet égard, ils ont salué l'entrée en vigueur de la libéralisation du régime des visas en faveur de la Géorgie et de l'Ukraine et ont souligné qu'il était important de mettre en oeuvre les accords d'association/zones de libre-échange approfondi et complet ainsi que de mener des réformes.

En 2014, l'Ukraine, la Géorgie et la République de Moldavie ont signé des accords d'association avec l'UE, y compris sur l'établissement de zones de libre-échange approfondi et complet.

L'UE et l'Arménie ont mené à bien des négociations visant à établir un nouvel accord de partenariat global et renforcé pour l'approfondissement de leurs relations bilatérales. Des négociations sur un nouvel accord global avec l'Azerbaïdjan ont été ouvertes. La forme que prendra la future politique de l'UE à l'égard de la Biélorussie demeure conditionnée par la mise en oeuvre par ce pays de mesures tangibles en faveur du respect de la démocratie et des droits de l'Homme, mais le groupe de coordination UE-Biélorussie permet d'aborder les relations bilatérales de manière plus globale.

L'initiative du Partenariat oriental a été lancée en 2009 avec pour thème central la coopération régionale dans le voisinage oriental de l'UE. Ce partenariat vise à promouvoir l'association politique et l'intégration économique avec l'UE de six pays: l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la République de Moldavie et l'Ukraine. Il est axé sur les réformes et vise à accroître la résilience des pays partenaires ainsi qu'à stabiliser le voisinage.

Il repose sur les valeurs communes que sont la démocratie et l'État de droit, le respect des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et l'adhésion aux principes de l'économie de marché./.